



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 14 — 11 mars 1974

sommaire

page 5 :

GREVE ET REPRESSION
A LA MARTINIQUE

page 7 :

FLAMBEE DE PRIX A DAKAR...
ET AILLEURS

page 9 :

DES BRIGANDS AUX PIEDS DE
POTEAUX FRONTIERES

page 10 :

LUTTER POUR L'EMANCIPATION
DE LA FEMME, C'EST LUTTER
POUR LE SOCIALISME

page 11 :

AGRESSION RACISTE
AU QUARTIER LATIN

prix: 1 Franc

L'AVENIR DE LA REVOLUTION ETHIOPIENNE EST AUX MAINS DU PROLETARIAT

L'Ethiopie vit, à l'heure où nous écrivons, des événements qui sont peut-être décisifs pour l'avenir du régime de Haïlé Sélassié.

Au début du mois de février, l'agitation dans les milieux universitaires — qui coïncida avec des actions engagées par certaines catégories professionnelles d'Addis-Abéba, tels que les chauffeurs — n'a pu être momentanément bloquée par le régime que par une répression brutale qui a fait plusieurs morts. A la fin de février, c'est le principal appui du régime, l'armée, qui s'est mutiné. A l'origine, la mutinerie ne se donnait pas d'objectifs politiques ; les soldats mutinés se contentaient de réclamer une augmentation de leur solde, tout en continuant par ailleurs à acclamer Haïlé Sélassié. La mutinerie était néanmoins grave en elle-même. De fait, l'armée s'est opposée publiquement au régime. De surcroît, si par endroits la mutinerie avait la caution des officiers supérieurs, en d'autres endroits, des officiers supérieurs (ainsi d'ailleurs que des hauts fonctionnaires civils) ont été arrêtés par des officiers subalternes et par des soldats. Enfin, en certains endroits, la mutinerie prenait une coloration nettement politique, réclamant le changement du gouvernement et des réformes politiques.

Confronté à la mutinerie, Haïlé Sélassié avait choisi de céder assez rapidement pour couper court à une éventuelle évolution vers un affrontement plus net. Les soldats ont obtenu leur augmentation de solde. Ils ont même obtenu le renvoi du Premier ministre Aklilou Habte-Welde qui a été remplacé par Andalkatchew Mokennen, issu des mêmes milieux mais ayant la réputation d'être quelque peu plus libéral.

Les soldats mutinés avaient à peine accepté de rentrer dans leurs casernes sur ce qu'il faut bien considérer comme un recul du régime, que ce dernier était de nouveau secoué. Le fait marquant ne fut pas tant l'explosion de l'agitation estudiantine que le succès incontestable de la grève générale des travailleurs éthiopiens. Certes, la confédération syndicale qui l'a décidée est dirigée par de parfaits réactionnaires, conseillés par des conseillers américains, ; certes encore, cette direction ne voulait surtout pas que la grève prenne une coloration politique ; néanmoins, ce fut la première grève générale de la classe ouvrière éthiopienne et, dans le contexte actuel, elle prenait nécessairement une signification politique.

Une telle effervescence simultanée dans diverses classes ou catégories sociales serait significative des forces internes qui travaillent la société dans n'importe quel Etat ; elle l'est particulièrement dans le cas de l'Ethiopie.

S'il est un pays de l'Afrique non colonisé où la situation appelle la révolution, c'est bien l'Ethiopie ; tant il est vrai que les structures féodales de la société étouffent économiquement, politiquement la quasi-totalité des classes sociales et empêchent le pays de sortir de l'immobilisme, ferment la porte à tout développement économique.

Ces structures féodales reposent sur la nature de la propriété foncière. Dans ce pays, l'écrasante majorité de la population vit de l'agriculture, la terre est aux mains d'une aristocratie peu nombreuse de grands propriétaires terriens, aristocratie dont le chef de file est Haïlé Sélassié et dont fait partie l'Eglise.

La propriété de la terre est la base juridique qui permet à l'aristocratie d'exploiter de façon effroyable les masses paysannes. Le propriétaire terrien prend souvent les trois quarts des récoltes d'un paysan en échange de l'usage du sol ! Dans ces conditions, toute possibilité d'amélioration des méthodes agricoles est fermée devant les paysans. D'où un paysan pourrait-il trouver l'argent pour l'achat d'outils lorsque, même si la récolte est bonne, après en avoir donné les trois quarts au propriétaire, il lui reste juste assez pour survivre ? Et, lorsque la récolte n'est pas bonne, la famine décime les campagnes.

L'année dernière, la famine a fait plus de 100 000 morts ! C'est probablement les paysans éthiopiens qui ont payé le plus lourd tribut à la sécheresse qui sévit en Afrique et la responsabilité directe de ces milliers de morts incombe à l'aristocratie terrienne qui pille les campagnes et qui avait enlevé aux paysans de quoi constituer des réserves de vivres.

L'Etat de Haïlé Sélassié ne peut et ne veut rien faire pour changer cette situation : il est entièrement aux mains de l'aristocratie, il est le serviteur de leurs intérêts exclusifs.

Si la fonction de l'Etat éthiopien est fondamentalement de maintenir la prédominance de l'aristocratie terrienne, si, de ce fait, elle est destinée à mater la paysannerie pauvre des campagnes, cet Etat, et l'immobilisme féodal qu'il défend, pèsent sur d'autres classes de la société, ainsi que sur les minorités nationales. L'embryonnaire bourgeoisie nationale ne peut espérer aucun essor économique à l'intérieur de la société éthiopienne. Aucun marché national un tant soit peu conséquent ne peut se créer tant que la population des campagnes est dépouillée par des féodaux rapaces. Il ne reste à cette bourgeoisie pouilleuse que de maudire le destin, faire de toutes petites affaires et regarder avec des yeux envieux les grandes sociétés capitalistes américaines en faire des grandes sur le sol même de l'Ethiopie en accaparant les mines et les gisements de pétrole.

Du point de vue national, l'Ethiopie est une vaste prison des peuples. L'ethnie amhara, qui ne représente que 30 % environ de la population, domine dans l'administration, dans la bureaucratie étatique, dans l'armée, dans la vie publique, partout.

Pour maintenir, en particulier, l'Erythrée sous sa coupe, l'Etat éthiopien est obligé de mener une véritable guerre d'occupation contre une guerrilla qui dure depuis plusieurs années. Si les autres nationalités opprimées n'en sont pas à prendre les armes comme les Erythréens, elles ne peuvent que ressentir la situation de subordination à laquelle les condamne l'Etat des grands seigneurs amhara.

L'empire des seigneurs féodaux, flanqué de l'Eglise, figé dans son immobilisme, hostile aux moindres libertés démocratiques se dresse devant tous ceux — intellectuels, nobles libéraux, universitaires, petits bourgeois des villes, minorités opprimées — qui aspirent à des changements, qui rêvent de réformes susceptibles d'engager l'Ethiopie sur la voie de la modernisation.

L'opposition qui exprime ces multitudes d'aspirations au changement, telle qu'elle s'est manifestée au cours des dernières semaines, réclame de l'Empereur lui-même l'initiative des réformes. Haïlé Sélassié a, certes, vaguement parlé de réforme constituelle. Il la fera peut-être. Mais cela ne changera en rien le caractère autocratique de son pouvoir politique, et encore moins les structures féodales qui enferment la société dans un carcan.

L'empire est absolument incapable de se réformer, ne fût-ce qu'au point de satisfaire les couches bourgeoises ou petites-bourgeoises et les cercles libéraux.

Ces couches — en particulier les milieux universitaires — sont depuis plusieurs années à la pointe du combat contre le régime et pour certaines réformes. Elles n'ont en elles-mêmes pas la force d'inquiéter le régime. Leur lutte se consumait dans le passé en manifestations inefficaces et durement réprimées. Elles auraient pu chercher des alliés dans les campagnes, dans l'immense masse des paysans exploités, ennemis les plus directs des classes féodales. Apparemment, elles ne l'ont pas fait. Ou, en tout cas, pas au point d'obtenir des succès.

Au cours des derniers événements, elles ont tourné leurs espoirs vers l'armée. Ainsi, on a pu entendre au cours de ces semaines agitées des manifestations d'étudiants acclamer l'armée et réclamer un gouvernement militaire. Pourtant, l'armée est intervenue à plusieurs reprises dans le passé pour réprimer brutalement d'autres manifestations étudiantes. Pourtant, l'armée était, et est jusqu'à nouvel ordre, le meilleur soutien de Haïlé Sélassié.

L'attitude des étudiants — porte-parole en quelque sorte de tous les milieux libéraux — n'est paradoxale qu'en apparence. Elle exprime l'impuissance profonde d'une catégorie sociale incapable de prendre l'initiative d'une politique hardie, incapable de chercher du côté des masses opprimées la force capable de balayer de fond en comble l'édifice verrouillé de l'empire.

A défaut d'une telle capacité, l'armée peut leur apparaître comme une force à même de renverser le régime. Le calcul n'est pas totalement dépourvu de fondements. Certes, l'armée est, de par sa direction, de par ses hauts cadres, liée par mille liens à l'aristocratie et à la famille royale. Mais, par contre, les officiers subalternes, souvent anciens étudiants enrôlés de force, souvent issus de couches non aristocratiques ou membres de minorités nationales opprimées, sont plus ouverts aux idées libérales, voire sont partisans de changements sociaux et politiques. De surcroît, c'est précisément le fait que l'Empereur fait appel de plus en plus souvent à l'armée qui conduit tout naturellement cette dernière à envisager de jouer un rôle politique plus grand. Et ce rôle politique plus grand se fera nécessairement au détriment des prérogatives de l'Empereur.

Dès lors, il n'est pas exclu que l'armée reprenne à son compte en partie et à sa façon certaines aspirations des milieux oppositionnels petits-bourgeois. Il n'est même pas exclu qu'elle puisse aller jusqu'à prendre le pouvoir politique pour tenter d'en réaliser certaines. Bien que rien de certain n'indique encore que la situation puisse aller jusqu'à ce point.

Mais, même si l'armée acceptait de jouer ce rôle et si, dans ce cas, son intervention pourrait signifier la fin de l'autocratie de Haïlé Sélassié, sa prise de pouvoir signifierait la stabilisation des inégalités sociales du pays à un autre niveau et sous d'autres formes.

Il n'y a pas de changements profonds possibles en Ethiopie sans l'expropriation immédiate des seigneurs féodaux, sans la mise à la disposition des paysans de toutes les terres, sans l'égalité de toutes les nationalités, sans les droits démocratiques les plus larges. Aucune force n'est capable d'imposer ces changements hors le soulèvement révolutionnaire des paysans pauvres des campagnes.

Mais les paysans pauvres des campagnes n'ont aucun allié véritable dans les villes, là où se trouvent les centres vitaux du pays, les centres du pouvoir, en dehors de la classe ouvrière. La classe ouvrière éthiopienne n'est pas nombreuse. Sa force n'est cependant pas négligeable. Elle est suffisante en tout cas pour prendre la direction du soulèvement paysan et exercer dans les villes un pouvoir favorable aux intérêts des paysans pauvres. Aujourd'hui, cette classe ouvrière est dirigée par un appareil syndical bureaucratique. Mais elle vient de s'engager dans la lutte. Les autres forces sociales, même si elles parvenaient à renverser Haïlé Sélassié — et rien ne dit pour l'instant qu'elles en ont le désir —, ne pourraient que rafistoler les chaînes qui entourent les couches pauvres du pays, ou en forger de nouvelles ; elles ne pourraient en aucun cas engager l'Ethiopie sur la voie de bouleversements sociaux profonds et du développement économique. L'avenir de la révolution éthiopienne est aux mains de la classe ouvrière éthiopienne.

GREVE ET REPRESSION A LA MARTINIQUE

Deux ouvriers assassinés, plusieurs blessés, voilà le bilan de la brutale intervention de la police contre les travailleurs agricoles d'une petite commune de la Martinique en grève dans le cadre de la grève générale de l'ensemble des travailleurs de l'île. Ce double assassinat a été perpétré à la suite d'une véritable chasse à l'homme au cours de laquelle les gardes mobiles ont poursuivi les grévistes à travers les champs, en jetant des grenades lacrymogènes à partir d'un hélicoptère et, pour finir, en faisant usage de leurs armes.

Cette chasse à l'homme, digne de la période de l'esclavage, a eu lieu dans ces Antilles que la fiction juridique considère comme des départements français. Mais, périodiquement, la nouvelle d'interventions policières brutales, d'assassinats d'ouvriers ou de militants politiques rappelle à l'opinion publique internationale que la fiction juridique est simplement destinée à couvrir la réalité d'une oppression coloniale.

La réalité de l'oppression coloniale, les travailleurs des Antilles ne l'éprouvent pas seulement lors des déchainements policiers, mais dans leur vie quotidienne car, dans ces prétendus "départements français", l'exploitation et l'oppression coloniale marquent tous les aspects de la vie économique comme de la vie politique.

L'économie est entièrement dominée par quelques grandes sociétés capitalistes sucrières françaises auxquelles s'ajoutent à la Martinique quelques grands planteurs d'origine française. La production de quelques produits coloniaux considérés comme rentables, tels la canne à sucre, la banane ou l'ananas, a complètement évincé toutes les cultures vivrières, faisant que les produits alimentaires, importés, coûtent très cher. La mainmise de ces sociétés capitalistes françaises sur les terres a chassé des campagnes des milliers de paysans pauvres. Mais si le nombre des prolétaires des villes s'en est trouvé augmenté d'autant, ces prolétaires sont réduits à une vie de misère, ballotés entre le chômage ou les emplois mal payés. La moitié des travailleurs vivant aux Antilles sont chômeurs ! Et la majorité de ceux qui ont la chance de travailler gagnent moins de mille francs par mois, somme qui serait déjà dérisoire en France, mais qui l'est encore plus aux Antilles où les prix sont plus élevés.

Les travailleurs antillais ont beau avoir une carte d'identité française dans la poche, les quelques lois sociales ou les quelques avantages que les travailleurs avaient conquis en France ne sont pas valables pour eux. Ainsi, aux Antilles, l'allocation-chômage n'existe pas, pas plus d'ailleurs que les allocations familiales individuelles.

En fait, la seule "solution" que l'administration française offre aux travailleurs antillais contre le chômage est de s'expatrier et de venir travailler en France.

Aux multiples formes de l'exploitation s'ajoute l'oppression coloniale. Pour maintenir un ordre social entièrement en faveur des privilèges des capitalistes français, l'Etat entretient aux Antilles une armada de gardes mobiles, de CRS qui ne cachent pas leur racisme. Méprisés dans leur propre pays par une administration raciste, les travailleurs des Antilles ont tous les jours la preuve de leur état de colonisés.

L'accélération brutale des hausses de prix depuis quelques mois a rendu intenable la situation déjà difficile des travailleurs des Antilles. Le mécontentement est en train de se transformer en révolte. Depuis le début de l'année, la Martinique a connu une série de grèves dures, qui ont culminé dans la grève générale déclenchée le 12 février par les organisations syndicales ; grève qui est restée générale pendant près d'une semaine. Au début de mars encore, certains secteurs tels que le bâtiment restaient en grève.

La répression policière contre cette grève et les assassinats perpétrés au lieu de briser le mouvement l'ont rendu plus dur. Elle a muri dans la conscience des grévistes la conviction que la lutte ne peut pas rester économique, qu'elle doit déborder nécessairement sur le terrain politique.

Pendant les manifestations, à côté des mots d'ordre réclamant des augmentations de salaire, apparurent des mots d'ordre politiques contre la police, contre l'administration coloniale et pour l'indépendance.

C'est au travers de ces luttes que les travailleurs accèdent à la conscience qu'ils n'ont rien à attendre de l'administration coloniale. La revendication de l'indépendance des Antilles concrétise cette prise de conscience.

L'aspiration des travailleurs antillais à l'émancipation nationale est une aspiration légitime. Il est indispensable que tous les travailleurs conscients soutiennent ce combat engagé dans ce sens.

Nous, travailleurs africains, nous avons cependant fait l'amère expérience que l'indépendance nationale en elle-même ne met pas fin à l'exploitation et à l'oppression des travailleurs et des paysans pauvres. Dans les durs combats qui attendent les travailleurs antillais, le danger qui les menace ne vient pas seulement de l'ennemi direct, de l'impérialisme français. Il vient également des faux amis, qui chercheront à canaliser la combativité des travailleurs, afin que l'indépendance se traduise par l'accession au pouvoir des privilégiés antillais. Ceux-ci, même lorsqu'ils sont hostiles à la domination de l'impérialisme français, même s'ils peuvent témoigner d'un certain radicalisme dans le combat pour l'indépendance, ne songent qu'à forger de nouvelles chaînes pour les travailleurs.

Tous ceux — et quelle que soit l'idéologie au nom de laquelle ils interviennent — qui voudraient que les travailleurs oublient leurs intérêts de classe, qu'ils les subordonnent à l'"unité nationale", contribuent à forger ces nouvelles chaînes.

Si les travailleurs des Antilles ne veulent pas refaire la triste expérience des travailleurs algériens qui avaient consenti à des sacrifices innombrables et qui, aujourd'hui, doivent subir la hargne de la bourgeoisie algérienne et de son Etat oppresseur, ils doivent prendre eux-mêmes la tête de la lutte d'émancipation. Ils doivent se donner une organisation qui soit la leur et, lors de la victoire, un pouvoir qui soit également le leur, celui des conseils ouvriers.

Les travailleurs des Antilles ont jusqu'ici montré leur combativité. Ils ont montré qu'ils constituent la seule force sociale capable d'abattre l'oppression coloniale. Il leur reste à se donner une organisation socialiste révolutionnaire, de sorte qu'aux colonialistes chassés ne puisse succéder un quelconque Senghor ou Bourédiennien antillais, mais le pouvoir des travailleurs.

FLAMBÉE DE PRIX A DAKAR... ET AILLEURS

Depuis le mois d'août 1973, les prix des denrées alimentaires connaissent une brutale flambée au Sénégal. Prenons pour exemple quelques produits de base sur le marché de Dakar. Le sac de cent kilos de riz est passé de 4 000 francs CFA en juillet à 8 000 F ; le litre d'huile est passé de 100 F à 140 F — et cela au Sénégal, pays de l'arachide ! —, le kilo de sucre qui coûtait 70 F CFA il y a quelques mois en coûte aujourd'hui 150. On pourrait multiplier les exemples. Mais ceux-là sont déjà significatifs. Sans parler des transports à Dakar — augmentation de 25 % —, des légumes, dont certains, comme les tomates, sont par ailleurs devenus des denrées rares.

Par contre les salaires n'ont absolument pas bougé entre-temps. L'ouvrier sénégalais continue à gagner entre 7 000 et 10 000 francs CFA par mois. Quoi d'étonnant si, avec de tels salaires face à de tels prix, ils ont de plus en plus de mal à boucler leurs fins de mois ; s'ils s'endettent de plus en plus auprès des commerçants chez lesquels ils trouvent d'ailleurs de plus en plus difficilement du crédit...

Et, en même temps, les dirigeants ont le cynisme de vanter l'expansion économique du Sénégal. Ce qui prouve d'ailleurs au moins que, si ça va de plus en plus mal pour les couches pauvres, ce n'est pas le cas pour les brasseurs d'affaires, pour les capitalistes, pour les gros commerçants.

Bien sûr, cette inflation vient pour une part de l'inflation mondiale, en particulier de celle du franc français auquel le franc CFA est lié. En ce sens, le renchérissement des prix à Dakar exprime la dépendance de l'économie sénégalaise vis-à-vis de l'impérialisme français. L'Etat français manipule sa monnaie pour pouvoir subventionner ses capitalistes. Il en résulte l'inflation qui frappe les travailleurs français, mais qui, par le biais de la zone franc, frappe également les exploités sénégalais. Les mécanismes de transmission économique sont peut-être complexes, mais le résultat est simple à constater: les exploités d'Afrique contribuent par un accroissement de leur misère à l'accroissement des richesses des capitalistes français.

Mais l'inflation mondiale n'explique pas tout. La sécheresse a rendu les denrées alimentaires plus rares. Nous avons montré à plusieurs reprises dans notre journal à quel point, sinon la sécheresse, du moins ses conséquences désastreuses sont imputables au système économique capitaliste et il n'est pas de notre propos de revenir ici sur cette question. Mais dans une société soucieuse de l'intérêt de tous ses membres, une raréfaction des denrées alimentaires devrait conduire à un contrôle de la répartition, de manière qu'une partie de la société ne soit pas plus cruellement frappée par le manque de produits alimentaires. Or, que constate-t-on jour après jour au Sénégal comme dans tous les pays d'Afrique concernés ?

C'est que la raréfaction de produits alimentaires est une occasion pour les grands commerçants, pour ceux qui avaient de l'argent pour se constituer des stocks, de voler encore plus les travailleurs et les paysans pauvres. Des grands commerçants — secondés en général par des fonctionnaires véreux — ont racheté leur grain à des petits paysans, obligés de payer leurs impôts, donc de vendre à des prix bas. Ils se sont constitués des stocks et, par là même, ont aggravé encore l'insuffisance des produits alimentaires. Et ils vendent les produits accumulés au compte-gouttes et, évidemment, à des prix élevés.

Des femmes de travailleurs doivent faire la queue parfois toute une nuit et même la journée d'après devant les magasins SONADIS pour avoir droit à cinq kilos de riz par famille. Et elles sont contentes d'en avoir, même à un prix bien supérieur à l'année dernière.

Alors, dans les discours gouvernementaux, les hausses de prix n'apparaissent que comme l'ombre d'un tableau par ailleurs marqué par l'expansion économique. Seulement, ceux qui bénéficient des avantages de l'expansion ne sont pas les mêmes que ceux sur qui pèsent les hausses de prix. L'expansion économique exprime l'enrichissement de ceux justement qui sont riches de l'exploitation ou du vol des travailleurs et des paysans pauvres.

oOo

DES BRIGANDS AUX PIEDS DE POTEAUX FRONTIERES

Le panafricanisme, l'unité africaine sont des mots à la mode et il est peu de dirigeants de nos pays qui ne les emploient de temps à autres dans leurs discours. Mais, en même temps, tous les Etats s'accrochent aux frontières héritées de l'époque coloniale et approfondissent de jour en jour la déchirure que constituent ces frontières sur le corps de l'Afrique et qui coupe, souvent en deux les mêmes ethnies, voire les mêmes familles, qui mettent des obstacles de plus en plus difficiles à surmonter devant les courants traditionnels de circulation et de communication.

Des poteaux frontières qui se dressent un peu partout sont accompagnés des inévitables bureaux de douane à l'ombre desquels les Etats rançonnent le plus légalement du monde les voyageurs.

C'est ainsi que, lorsque les travailleurs mauritaniens rentrent chez eux, s'ils sont porteurs de bagages, ils sont rançonnés deux fois par la douane. Une première par la douane du Sénégal, qui les oblige à déboursier jusqu'à 25 000 francs CFA à Dakar. Une deuxième fois à la frontière mauritanienne, où la rançon s'élève parfois jusqu'à 30 000 ou 40 000.

Nombre de Mauritaniens avaient dans le passé l'habitude d'éviter ce double vœl légal en laissant leurs bagages à Koungani, au bord du fleuve Sénégal, côté sénégalais, et, après avoir traversé la frontière, revenir chercher leurs bagages en traversant le fleuve en barque pour aboutir à Diaguily. Mais l'administration mauritannienne ne pouvait pas accepter un tel manque à gagner. Elle, dont le laisser aller et l'inefficacité sont totaux dans d'autres domaines, est particulièrement efficace lorsqu'il s'agit de préserver ses ressources. Le commandant du cercle de Sélibaby vient d'envoyer des renforts à Diaguily, renforçant le contrôle sur les passages, augmentant les tracasseries en cet endroit d'échanges et de passage traditionnel.

Le comportement de l'administration dans cette affaire, apparemment mineure — mais qui se traduit, pour le travailleur mauritanien qui rentre, par des conséquences financières non négligeables — est significatif. Les régimes africains en place s'accrochent aux moindres prérogatives, aux moindres privilèges que leur assure la possession de leurs appareils d'Etat. Et il en va pour le fond du problème comme pour toutes ses conséquences.

Les castes privilégiées maliennes, sénégalaises, mauritaniennes, etc., qui tirent leurs privilèges de la possession de leur appareil d'Etat, ne sont nullement disposées à les abandonner. Alors, l'intégration totale de leurs Etats dans des ensembles plus vastes, plus viables, plus rationnels, est tout juste bonne pour des discours.

Ces frontières qui coupent l'Afrique en petits Etats constituent une aberration. Une aberration du point de vue économique ; une aberration de par ses conséquences pour la population. Mais, pour les supprimer, il faut balayer toutes les castes, toutes les couches qui vivent en parasites grâce à ces Etats. Les travailleurs, les paysans pauvres n'ont rien à gagner au maintien des divisions actuelles. L'unification de l'Afrique ne peut être que leur oeuvre. L'idée de l'Afrique unie a été utilisée à toutes les sauces. Elle est une rêverie pour des petits bourgeois radicaux, un moyen de tromper leurs peuples pour les dirigeants. L'Afrique Unie peut et doit se faire. Mais elle ne pourra être que socialiste ; elle ne pourra résulter que de la prise du pouvoir par les travailleurs s'appuyant sur les paysans pauvres.

LUTTER POUR L'EMANCIPATION DE LA FEMME C'EST LUTTER POUR LE SOCIALISME

Une réunion des femmes arabo-africaines vient d'avoir lieu cette semaine à Alger. Elle a traité de différents problèmes concernant la lutte des femmes arabo-africaines pour leur émancipation, de l'alphabétisation, de l'éducation, ainsi que d'un certain nombre de problèmes politiques tels que le problème palestinien. Elle s'est achevée sur le souhait que l'année 1975 soit déclarée année internationale de la femme.

D'un certain point de vue, une telle journée exprime l'aspiration des femmes arabo-africaines à sortir de leur condition d'être de seconde zone, écartées de la plupart des responsabilités de la vie sociale ou politique, opprimées. Mais cette aspiration générale à toutes les femmes, a été exprimée à la tribune de la réunion d'Alger par des femmes des classes privilégiées : femmes de ministres, femmes de dignitaires de partis uniques, femmes de hauts fonctionnaires. Et ces femmes de privilégiés se sont posées tout naturellement comme les porte-paroles de toutes les femmes africaines, tout comme leurs maris se posent en porte-paroles de tous les Africains.

Bien sûr, les révolutionnaires socialistes sont solidaires des aspirations de toutes les femmes à l'égalité avec les hommes, comme ils sont solidaires de la lutte de toutes les catégories opprimées. L'oppression de la femme est le signe de l'arriération d'une société. Sur ce plan-là, bien des choses, et même tout reste encore à faire en Afrique.

Mais les femmes qui se sont réunies à Alger ont beau être opprimées en tant que femmes, elles font partie des couches privilégiées de la société, celles qui tirent leurs privilèges de l'exploitation de millions et de millions de travailleurs et de paysans pauvres, hommes ou femmes. Elles sont peut-être sincèrement désireuses de lutter contre certaines inégalités dont souffrent toutes les femmes, mais elles ne sont pas moins désireuses, en tant que membres des classes privilégiées, de maintenir l'ordre social dont elles tirent justement leurs privilèges. Et finalement, c'est bien cet ordre social qui est responsable y compris de l'oppression de la femme.

Aussi, les femmes travailleuses qui sont désireuses de s'engager dans la lutte pour leur émancipation doivent savoir que celles qui ont occupé la tribune à Alger sont de faux alliés pour elles dans la lutte pour leur émancipation en tant que femmes, et des ennemis de leur émancipation sociale.

Les millions de femmes travailleuses qui sont exploitées dans les usines de textiles, dans les manufactures de tapis; qui sont exploitées par des commerçants ou qui sont domestiques chez des riches; toutes celles qui courbent l'échine dans les champs pour voir leur travail enrichir ceux qui rachètent les denrées agricoles ou simplement qui produisent les vivres qui permettent à leurs maris de travailler et de se faire exploiter, ces millions de femmes représentent une force considérable.

Les travailleurs doivent gagner ces femmes à leur cause et les associer à leur combat. Ce combat vise à construire une société meilleure, une société d'où soit bannie toute exploitation. Dans cette société, l'oppression de la femme cessera enfin, et elle pourra être pleinement et entièrement l'égal de l'homme. Mais hors de cette perspective, il ne peut y avoir que quelques améliorations de détail, dont seules les femmes des classes riches bénéficieraient pleinement.

ACRESSIONS RACISTES AU QUARTIER LATIN

Le quotidien " Le Monde" a récemment publié le témoignage de deux de ses lecteurs, décrivant la chasse à l'homme raciste à laquelle se livrent tous les samedis soir des policiers en civil. Ces derniers, habillés de survêtements se déplacent en groupe d'une dizaine d'individus. Leur occupation consiste à molester et parfois à rouer de coups des passants, simplement parce qu'ils ont l'air arabe, portugais ou africain. Après avoir malmené leur victime, et avant qu'un attroupement se forme, ils disparaissent au pas de course, pour recommencer ailleurs.

Les témoins ont ainsi décrit comment ce groupe attaqua deux Sénégalais qui vendaient des objets africains à une bouche de métro, en les laissant par terre dans leur sang et en volant une partie de leurs marchandises. Les mêmes témoins ont vu un peu plus tard les membres de ce groupe toujours en survêtements, regroupés autour d'un car de police, en train de montrer à leurs collègues en uniforme, les objets volés aux deux Sénégalais.

Ce groupe recommence ses agissements apparemment tous les samedis soir, fournissant régulièrement à l'hôpital le plus proche un contingent de blessés

Le racisme de la police n'est certes pas une nouveauté pour les travailleurs africains. Seuls ceux d'entre nous qui n'avaient encore jamais eu affaire à la police n'ont jamais subi la brutalité ou du moins la stupidité et la hargne raciste des policiers.

Il y a pourtant des degrés. Le fait qu'un groupe de policiers puisse se livrer de façon systématique à la chasse à l'homme, au vu et au su de tout le monde, et cela en plein centre de Paris est intolérable.

Les grandes organisations syndicales ou politiques des travailleurs en France n'ont pas le droit de tolérer que de telles choses puissent se produire. Nombre d'entre nous sont adhérents d'organisations syndicales. Il faut informer ces organisations des faits et les mettre devant leurs responsabilités. Ils doivent intervenir, au besoin par la force, pour que ces sinistres agresseurs racistes ne puissent plus poursuivre leurs agissements criminels.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.